INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 8 septembre 2022**

* Les marchés actions européens ont clôturé dans le vert une séance rendue particulièrement volatile par les annonces de la BCE et de la Réserve fédérale. Le CAC 40 a gagné 0,29% à 6 123,34 points, tandis que l'Euro Stoxx 50 a progressé de 0,37%. Alors que la santé de la reine d'Angleterre suscitait une très vive inquiétude, le Footsie de Londres a clôturé en hausse de 0,42%. A Wall Street, le Dow Jones gagne 0,59% et le Nasdaq, 0,83% vers 17h30.
* Cette journée était très attendue par les marchés avec la décision de politique monétaire de la BCE, la conférence de presse de sa présidente, Christine Lagarde, et un discours du président de la Fed, Jerome Powell.
* Sans surprise, la BCE a relevé de 75 points de base ses taux directeurs, une hausse inédite. C'est donc le discours particulièrement " hawkish " de Christine Largarde qui a provoqué la volatilité. Confrontée à une inflation persistante (+9,1%) en août, la présidente de l'institution a prévenu que les taux directeurs augmenteraient sans doute encore en octobre et en décembre.
* Preuve de la gravité de sa situation, la BCE a revu à la hausse ses prévisions d'inflation, (+8,1% en 2022, + 5,5% en 2023 et +2,3% en 2024, soit encore au-dessus de son objectif fixé à 2%) tout en réduisant ses prévisions de croissance pour 2023 à +0,9%.
* Dans son scénario noir, qui semble sur le point de se réaliser, la zone euro risque une " récession " pour l'année 2023 en cas de " coupure totale " des livraisons de gaz russe, a prévenu Christine Lagarde.
* En comparaison, le discours tenu par Jerome Powell au Cato Institute paraitrait presque " Dovish ". Le président de la Fed a bien sûr réaffirmé sa volonté de lutter contre l'inflation. Mais il a estimé qu'il pourrait y parvenir sans pour autant que cela entraîne un " coût social très élevé ", faisant référence à la récession provoquée par son prédécesseur Paul Volcker au début des années 1980.
* Sur le marché des taux, la dette souveraine européenne a réagi plus fortement que son homologue européenne. Le rendement du Bon du Trésor à 10 ans s'apprécie de 0,7% à 3,274% alors que celui du Bund allemand de même échéance gagne près de 14 points de base à 1,711%.
* Dans son point sur la conjoncture française à début septembre 2022 publié ce jour, la Banque de France a indiqué que, dans un environnement économique toujours très difficile et incertain (crise énergétique, difficultés d’approvisionnement et de recrutement), l’activité continuait globalement de résister. Néanmoins, la croissance du produit intérieur brut (PIB) de la France devrait ralentir au troisième trimestre pour s'établir autour de 0,3%, après une progression plus marquée que prévu au deuxième trimestre (+ 0,5%).

Selon son enquête de conjoncture mensuelle menée fin août-début septembre, trois facteurs inquiètent principalement les quelque 8 500 chefs d'entreprise interrogés : l'énergie (hausse du prix de l'électricité et éventuelles coupures ou rationnements) ; le pouvoir d'achat des ménages (et ses conséquences sur leur comportement de consommation) ainsi que les difficultés d'approvisionnement.

* La Hongrie a l'intention de fermer d'un quart de tour le robinet du gaz alimentant les institutions et les entreprises publiques du pays cet hiver. Moins 25% de consommation, tel est le chiffre avancé par le chef de cabinet du Premier ministre Viktor Orban dans une déclaration ce jour, rapporte Reuters. A l'exception des hôpitaux et des services sociaux, le secteur public sera donc prié d'être parcimonieux dans ce domaine.

En matière de "diplomatie gazière", la Hongrie a adopté une position diamétralement opposée à celle de l'Europe vis-à-vis de la Russie. Le 21 juillet, le chef de la diplomatie hongroise Peter Szijjarto s'était ainsi rendu dans la capitale russe pour confirmer l'achat de "700 millions de mètres cubes supplémentaires de gaz naturel en plus des quantités déjà prévues dans les contrats de long terme".

Sur le volet nucléaire, les relations sont aussi au beau fixe entre Moscou et Budapest. Le 2 septembre, la Hongrie a donné son feu vert pour la construction de deux nouveaux réacteurs par Rosatom, l'entreprise russe spécialisée dans le secteur de l'énergie nucléaire.

* Aux Etats-Unis, 222 000 nouvelles inscriptions hebdomadaires au chômage ont été comptabilisées. Les économistes tablaient sur 240 000 après 228 000 (révisé de 232 000) la semaine précédente.
* Selon Levon Kameryan, directeur associé, secteur public et souverain chez Scope Ratings, la Turquie sera confrontée au remboursement de sa dette extérieure et au financement de son déficit courant d'environ 225 milliards de dollars - soit 30% du PIB - au cours des 12 prochains mois,. Cela risque de détériorer davantage sa balance des paiements, d'augmenter les coûts d'emprunt et de déprécier la livre turque par rapport au dollar et à l'euro. Actuellement, la livre turque s'échange contre 0,055 dollar et contre 0,055 euro.

**SOCIETES**

* A la Bourse de Paris, les valeurs financières, censées profiter de la hausse des taux longs, ont tiré leur épingle du jeu. Société Générale a gagné 2,7%, Axa, 2,8% et BNP Paribas 2%.
* Après avoir été assigné par TF1 en référé pour avoir coupé la diffusion de ses chaînes (TF1, TMC, LCI, TF1 Séries Films, TFX), Canal + riposte à son tour sur le volet judiciaire, comme l'a indiqué le groupe à l'AFP, confirmant une information du Parisien. La filiale de Vivendi attaque effectivement TF1 devant le tribunal de commerce de Nanterre pour « abus de position dominante » et « pratiques discriminatoires ».

Un peu plus tôt, TF1 avait donc donné le "la" du feuilleton judiciaire en assignant son rival en référé. Avec comme objectif de retrouver le plus rapidement possible le chemin d'une partie des foyers privés de ses services. Ce qui correspond à deux millions de foyers environ, soit entre 4 et 4,5 millions de téléspectateurs potentiels selon un porte-parole, qui reçoivent TF1 gratuitement – après achat d'une carte de quelques euros – grâce à une parabole et à TNT Sat.

Pour le moment, seuls ceux qui reçoivent ses chaînes sans abonnement par le biais de TNT Sat − le bouquet de télé par satellite de Canal+ qui permet de recevoir les chaînes de la TNT dans les zones blanches − sont concernés.

Les autres, qui accèdent aux chaînes de TF1 après avoir souscrit une offre payante, attendront encore.

* Chargeurs a chuté de 12,75% à 13,55 euros, pénalisé par des résultats semestriels dégradés. Sur les six premiers mois de l'année, le groupe spécialisé dans la protection temporaire de surfaces, l’entoilage pour l’habillement, les textiles techniques et la laine peignée haut de gamme a vu son bénéfice net reculer 58,7% à 10,2 millions d'euros. Le résultat opérationnel des activités s'est établi à 25,4 millions, en repli de 25,3%. Le chiffre d'affaires a cependant atteint 398,7 millions, en hausse de 7,1%. En organique, la croissance ressort à 2,2%.

Le groupe a salué le très fort rebond des activités non sanitaires, en croissance à deux chiffres, et qui réalisent une performance de chiffre d'affaires historique.

Chargeurs se félicite également du rapide développement du pôle Luxe, porté par de nouveaux succès commerciaux, et des acquisitions réalisées au second semestre.

Pour autant, les ventes de ce pôle Luxe accuse un repli de 27,5% (-33,1% en organique). Une baisse qui s'explique par la chute de sa division Personal Care (-91,3% à 6,2 millions d'euros).

"Cette performance atypique est liée à la gestion dynamique des stocks d'équipements sanitaires chez les grands comptes dans un contexte de forte détente sanitaire en Europe", a justifié la société.

* Somfy a perdu 4,10% à 103 euros après la publication de ses résultats semestriels. Le résultat opérationnel courant ainsi que le résultat net du groupe spécialisé dans l’automatisation des ouvertures et des fermetures de la maison et du bâtiment, sont en baisse, respectivement de 7,4% à 198 millions et de 11,9% à 162 millions. Le chiffre d'affaires en revanche, progresse de 5,1% à 846 millions d'euros. Les performances de l'entreprise ont été impactées par un ralentissement de sa croissance dans un contexte macro‐économique et géopolitique dégradé.

Le groupe maintient néanmoins un niveau de marge opérationnelle courante élevé grâce à des fondamentaux qu'il estime "solides". Il va poursuivre ses investissements stratégiques pour accompagner son développement et s'adapter à la demande de marchés qui resteront fortement perturbés sur le second semestre. Les charges non courantes sont ainsi en augmentation de 5 millions d'euros en lien avec la crise russo‐ukrainienne.

Point positif en matière de perspectives de croissance à l'international, le chiffre d'affaires de Dooya, filiale chinoise consolidée par mise en équivalence, est ressorti, pour sa part, à 159 millions d'euros sur le semestre, en forte augmentation de 34,8% en termes réels et de 22,4% à données comparables. Il a crû sensiblement en Chine (+24,8% à données comparables), ainsi que dans le reste du monde (+20,8% à données comparables).

En dépit de tendances de marché structurellement porteuses et dans un environnement macro‐économique et géopolitique incertain et inflationniste, les arbitrages de consommation des ménages risquent de continuer à entraîner une contraction de la demande à court terme.

* Au Royaume-Uni, Voltalia a remporté l'enchère CfDAR4 en obtenant des contrats de 20 ans pour deux projets photovoltaïques de 45 mégawatts chacun, livrables en 2024/2025. Suite à l'attribution du contrat, Voltalia a lancé la construction des deux projets solaires de 45 mégawatts, Clifton Solar et Higher Stockbridge Solar. Les deux projets sont situés dans le Dorset, Clifton Farm étant situé près de Yeovil et Higher Stockbridge à proximité de Sherbourne.

Ensemble, les deux centrales produiront l'équivalent de la quantité d'énergie propre et renouvelable consommée par plus de 50 790 habitants britanniques chaque année. Les mises en service sont prévues au dernier trimestre 2023 et au premier trimestre 2024.

Au Royaume-Uni, Voltalia possède désormais un portefeuille de cinq installations solaires et de stockage en cours d'exploitation ou en construction pour une capacité totale de 179 mégawatts. Il existe déjà d'autres projets dans le pays avec la construction et l'exploitation pour des clients tiers de 23 projets solaires et de stockage totalisant 195 mégawatts.

"Dans un contexte d'urgence climatique et de hausse des prix de l'énergie, il est urgent de déployer des projets qui contribuent aux engagements auxquels le Royaume-Uni est légalement soumis en matière d'émission nette à zéro et qui assurent la sécurité énergétique. Cette transition énergétique peut être réalisée en produisant une énergie verte à un prix compétitif", a rappelé la société dans son communiqué.

* Le groupe Damartex, spécialisé dans la distribution de produits de santé, mode, aménagement et "lifestyle" pour seniors, a réalisé un chiffre d'affaires de 719 millions d'euros sur l'exercice 2021/22, en repli de 5,9% à taux réels par rapport à l'exercice précédent, mais en hausse de 4,8% par rapport à l'exercice précédent (2019/2020) handicapé par la crise de la Covid-19. L'exercice 2021/2022 se solde toutefois par une perte de 5,8 millions d'euros.

Marqués par un ralentissement de l'activité au second semestre, les pôles "Fashion" et "Home & Lifestyle" enregistrent des chiffres d'affaires en retrait par rapport à l'exercice précédent, respectivement à 535,5 millions (soit -3,5% à taux réels) et à 147,6 millions (soit -16,9% à taux réels). Le pôle "Healthcare", renforcé par plusieurs acquisitions récentes, poursuit sa bonne dynamique, et affiche un chiffre d'affaires à 35,9 millions, soit une hausse sensible de +14,3% à taux réels.

Dans un environnement complexe impacté par les tensions inflationnistes et la guerre en Ukraine, l'Ebitda opérationnel du groupe ressort à 8,9 millions, en repli de -75,6% par rapport à l'exercice 2020/21 (+153,3% par rapport à l'exercice 2019/20 qui intégrait les effets de la crise sanitaire).

L'Ebitda opérationnel s'établit à + 8,6 millions pour le pôle "Fashion" ; à - 3,0 millions pour le pôle "Home & Lifestyle" et à + 3,3 millions pour le pôle "Healthcare".

Alors même que l'activité marquait un ralentissement au second semestre et que des hausses sensibles étaient constatées sur l'ensemble des coûts (transport, papier, matières premières…), le groupe a toutefois maintenu ses investissements de transformation.

**ANALYSES**

* C'est du jamais-vu en zone euro. La Banque centrale européenne a relevé ses taux directeurs de 75 points de base (pb). Une ampleur inédite pour une hausse des taux sur le Vieux Continent, à part lors d'un ajustement technique en 1999. Le taux de dépôt est ainsi passé à 0,75 %, celui de la facilité de refinancement à 1,25 % et celui de la facilité de prêt marginale à 1,50 %. En juillet, la BCE avait déjà procédé à un relèvement - son premier depuis 2011 - de 50 pb. Les taux sont désormais à leur plus haut niveau depuis 10 ans.

L'institution de Francfort a mis ses pas, à quelques mois d'intervalle, dans ceux de la Réserve fédérale américaine. Celle-ci a déjà procédé à deux tours de vis de 75 pb en juin et juillet dernier. La décision de la BCE était considérée comme l'option la plus probable sur les marchés, mais le suspense a duré jusqu'au dernier instant.

Les récents propos de l'économiste en chef de la BCE, Philip Lane, plaidant pour une séquence de relèvement de taux « ni trop lente ni trop rapide », ainsi que les perspectives de récession, avaient pu laisser penser que la banque centrale pourrait opter pour un geste plus réduit (50 pb).

Mais la BCE n'avait guère le choix. Elle devait frapper fort, au moins pour donner un signal, alors que l'inflation ne ralentit aucunement en zone euro. Elle a encore atteint 9,1 % - un record - au mois d'août. Et les équipes de la BCE ont significativement révisé en hausse leurs projections : l'augmentation des prix estimée s'établit désormais à 8,1 % en 2022, 5,5 % en 2023 (contre 3,5 % précédemment) et 2,3 % en 2024.

Outre la Fed, une quarantaine de banques centrales à travers le monde ont choisi de relever fortement leurs taux pour contrer la hausse des prix ces derniers mois. La BCE, à qui l'on reproche régulièrement d'avoir réagi trop tard, ne pouvait donner l'impression de rester en retrait. Il en allait de sa crédibilité.

Ce contexte a permis aux « faucons », les membres de la BCE tenants d'une politique monétaire dure, de pousser leurs pions depuis la fin août. Christine Lagarde, présidente de la BCE, a confirmé lors de la conférence de presse que la décision avait été prise à l'unanimité. « A l'heure actuelle, les colombes [les partisans d'un soutien à l'économie, NDLR] ont disparu », note Carsten Brzeski chez ING.

Le ton de la BCE ne devrait pas changer au cours des prochains mois. Même si la banque centrale a abandonné la « forward guidance » qui lui permettait de préparer les marchés aux évolutions de la politique monétaire à moyen terme, Christine Lagarde n'a pas caché sa détermination à poursuivre la hausse des taux.

Sans se prononcer sur le niveau du taux neutre, dont l'atteinte entraînerait une pause dans le cycle de resserrement, elle a estimé que le mouvement se poursuivrait au cours des prochaines réunions, « au moins à deux reprises, mais pas plus de cinq fois. » La Française a précisé que les futurs relèvements ne seraient pas forcément de 75 points de base, une ampleur « qui n'est pas la norme ».

Ce calendrier va toutefois dépendre de la situation économique en zone euro, qui selon le constat même de l'institution de Francfort, est plutôt amenée à se dégrader. « A un moment donné dans les mois à venir, la BCE devra reconnaître que ses prévisions de croissance sont trop positives », avertit Carsten Brzeski.

Les faucons n'ont en revanche pas obtenu gain de cause sur l'un de leurs autres chevaux de bataille : le dégonflement du bilan de la banque centrale. Certains ont en effet demandé qu'une partie des montants issus des remboursements des titres de son portefeuille arrivés à échéance ne soient pas réinvestis. Mais une telle décision aurait entraîné une forte hausse du rendement des emprunts d'Etat. « C'est un sujet que nous serons amenés à évoquer, mais pour l'instant, c'est prématuré », a expliqué Christine Lagarde.

**L’AGENDA DU 9 septembre 2022**

Aucun indicateur majeur n'est attendu.